



**f.s.u. 31**

**Intervention commune aux 3 organisations syndicales Cgt, FSU, Solidaires  
dans la manifestation du 15 novembre 2014 pour une alternative à  
l'austérité.**

Cher(e)s Ami(e)s, cher(e)s Camarades,

Au nom des organisations Cgt, Fsu et Solidaires, je vous souhaite la bienvenue dans cette manifestation. Au nom des haut-garonnaises et des haut-garonnais, j'adresse un salut fraternel particulier aux participantes et aux participants venus des départements et des régions environnantes.

Nous sommes ici pour répondre à l'appel national du Collectif pour une Alternative à l'Austérité.

- Pour dire non au budget d'austérité du gouvernement Valls et appeler à ce qu'il soit rejeté !
- Pour dire non aux exigences du Medef !
- Pour rassembler et construire une alternative à la politique actuelle !

Syndicats, Partis politiques, associations, mutuelles, mouvements, tous ensemble nous avons choisi d'appeler à défiler unis pour envoyer un signal fort, un message puissant à l'attention des salariés de la France entière.

Oui, il existe des forces dans ce pays qui n'ont pas abdicé leurs idéaux de justice sociale et d'émancipation !

Oui, des salariés, des citoyens sont organisés et combattent ceux qui nous disent qu'il n'y a pas d'alternative au chômage, à la précarité et que nous devrions nous soumettre dans la souffrance à la dictature du capital !

Non, le lavage de cerveau ne gagnera pas, malgré la télé, malgré les journaux aux ordres !

Non, les salariés ne sont pas satisfaits du sort que leurs réservent le MEDEF et le gouvernement !

Oui, les salariés ont besoin d'alternatives ; Oui ils sont déterminés à les construire eux-mêmes, grâce à la force que représentent leurs organisations !

Tout ça nous le crions bien fort, puisque les salariés c'est nous, que nous sommes dans la rue aujourd'hui, sûrs de notre bon droit, nombreux et déterminés !

Pour autant, nous sommes bien conscients que cette journée n'est qu'une étape. Pour crier plus fort, pour imposer nos exigences nous devons être beaucoup plus nombreux. C'est en nous appuyant encore plus largement sur les mobilisations dans les entreprises que nous permettrons l'émergence d'un mouvement social de masse.

En Haute-Garonne, comme dans de nombreux autres départements environnants, nous avons le goût et l'expérience du travail unitaire, parce que l'intérêt des salariés c'est que leurs syndicats soient unis pour affronter l'ennemi de classe. Cette unité d'action, nous la concevons dans le respect de l'indépendance, de l'autonomie et des spécificités de chaque organisation, bien évidemment mais aussi sur des contenus clairs et précis!

Nous savons bien que pour réussir l'unité doit s'enraciner au plus près, là où s'expriment les attentes des salariés, sur les lieux de travail et dans la rue, tant pour défendre leurs intérêts immédiats que pour transformer la société. Il y a urgence :

« Le capitalisme porte la guerre comme la nuée porte l'orage », c'est par ces mots que Jean JAURES s'adressait à l'Assemblée pour mettre en garde le Gouvernement. L'Histoire a prouvé qu'il avait raison. Certains feraient mieux de s'en souvenir pour redonner du sens à leur politique.

Redonner du sens à une politique en faillite, ne peut en aucun cas consister à gérer le mouvement social par la répression policière. Nous condamnons la violence sous toutes ses formes. Les méthodes des forces de l'ordre sont inacceptables lorsqu'elles ont pour but d'exacerber les tensions dans les manifestations comme nous avons pu le constater de nombreuses fois ces derniers mois. Ces décisions ont abouti à la mort d'un homme, pas très loin d'ici, un jeune militant écologiste et pacifiste le 26 octobre dernier, mort sur laquelle nous exigeons que toute la lumière soit faite dans une transparence totale et que les divers responsables jusqu'au plus haut niveau en tirent toutes les conséquences. Cette stratégie, assumée voire décidée par le gouvernement, déclenche une colère légitime mais qui ne peut en aucun cas justifier la violence et les dégradations des biens lors des manifestations.

Mais la première violence, celle qui s'exprime tous les jours sans que personne s'en émeuve c'est la violence sociale faite aux femmes et aux hommes qui ne vivent que de leur travail, la violence imposée à celles et ceux qui en sont exclus, à celles et ceux qui vivent la précarité et à celles et ceux qui veulent vivre une vie décente après avoir travaillé de longues années.

Il y a urgence à redonner du sens à la politique, urgence à faire le choix du travail contre celui du capital, se placer au service du progrès social pour donner la preuve que d'autres solutions sont possibles, respectueuses des êtres humains et de l'environnement.

Au lieu de ça, l'alignement du PS et du Gouvernement sur les exigences patronales de baisse du soi-disant « coût du travail » débouche sur un plan d'austérité inédit en France depuis la Libération et nommé « pacte de responsabilité. »

En 2014, c'est une véritable guerre économique qui est livrée aux travailleurs, salariés, actifs, retraités, privés d'emplois et à leurs familles. Alors que les techniques de production permettent de subvenir largement aux besoins de la population, on compte 6 millions de privés d'emplois et près de 9 millions de pauvres en France.

Cette guerre économique, ce n'est pas nous qui avons décidé de la faire, mais nous avons décidé de ne pas la subir. Notre ennemi, c'est le coût du capital !

Ceux qui renoncent, ceux qui désorientent les salariés en nourrissant le sentiment que « gauche et droite » c'est pareil, ceux qui valident l'absence d'alternatives, ceux-là ouvrent la voix au Front National et aux idées d'extrême droite. Ceux-là, nous les combattons ! Car c'est bien la détresse des salariés, le déficit de perception d'alternatives économiques à la domination capitaliste que nous subissons qui fait grandir le FN.

Mes camarades, c'est bien parce que nous avons connaissance des dangers, que nous savons que le contexte est difficile, mais nous avons encore plus conscience des attentes du monde du travail, qu'au-delà du refus des politiques d'austérité, nous exigeons :

- le SMIC à 1700 euros tout de suite avec réévaluation des salaires sur cette base ;
- le passage à 32 heures de travail hebdomadaire sans perte de salaires et avec les emplois correspondants ;
- la consolidation du code du travail et des conventions collectives ainsi que du CDI qui doit redevenir la norme ;

- la reconquête de la protection sociale et en particulier de notre Sécurité Sociale au cœur du pacte républicain et financée par les cotisations sociales ;
- le droit d'intervention des salariés dans les entreprises, l'arrêt de la criminalisation de l'action syndicale et la préservation de la prud'homie;
- le développement des Services Publics et notamment la reconquête des services publics de proximité et l'arrêt de la mise à bas des solidarités qu'aggraverait encore le projet de réforme territoriale et la réforme des services de l'Etat en territoires ;
- La reconquête industrielle avec un contrôle des aides publiques pour exiger des retours de créations d'emplois et pour permettre, notamment aux PME, PMI ainsi qu'à l'artisanat de Haute-Garonne de développer leur savoir-faire sans subir le carcan que leur impose le système de la sous-traitance et les gros donneurs d'ordres ;
- l'arrêt immédiat de la fraude fiscale qui coûte 1 milliard de recettes en moins pour la seule Haute-Garonne ainsi qu'une réforme de la fiscalité rétablissant la justice et la fin des cadeaux aux plus fortunés.

Oui le plein emploi est possible ! Oui il est possible de changer de cap pour une autre société !

**Oui les salariés de ce pays représentent une force capable de résister au système de domination capitaliste qui conduit la planète et ses habitants à la faillite.**

**Ensemble, unis, nous sommes capables de le vaincre !**

**C'est pour ça que nous nous battons, et nos organisations syndicales se déclarent disponibles auprès du monde du travail pour construire la riposte nécessaire et pour gagner!**